

CTM

23 juin 2022

Liminaire



Juin 2022



*Arrêter les suppressions d'emploi ;
Redonner du sens aux missions ;
Œuvrer à une réelle reconnaissance
de l'engagement des personnels.*

Ce CTM s'ouvre dans une période inédite et historique pour notre pays : une abstention qui bat des records et, pour la première fois depuis la création de la 5^e république, l'entrée en masse de 89 député.e.s de l'extrême droite dans l'hémicycle.

Vous pourriez nous dire aujourd'hui, comme l'a dit un de vos prédécesseurs lors d'un CTM passé, « occupez-vous des personnels et ne vous mêlez pas de politique ».

Notre fédération, depuis sa création, a toujours porté ses analyses sur les contextes politique, économique et social. Car ces analyses touchent notre quotidien professionnel et personnel et nous n'arrêterons pas ce travail d'analyse que cela convienne ou pas !

Nous allons vous présenter notre conception du dialogue social. Et pour commencer, pour que les choses soient claires, ça n'est pas parce que nous ne sommes pas d'accord avec vous que nous sommes de « dangereux extrémistes » ! Notre fédération, la première du ministère, est constituée des structures syndicales présentes dans chaque direction du ministère, une fédération combative et aussi force de propositions.

Et c'est dans ce sens, que, depuis des années, nous alertons l'ensemble des administrations et le ministère sur la situation plus que dégradée de nos administrations respectives en termes de baisse des effectifs, qualité de mission, conditions de travail et reconnaissance des agent.e.s. Depuis des années, on nous répond exemplarité pour justifier des purges budgétaires injustifiables, depuis des années on dit aux agent.e.s qu'ils et elles sont formidables mais sans jamais aucune contrepartie...

Pour **Solidaires Finances**, l'ensemble des missions bercyennes est au cœur du fonctionnement de l'État, au service de l'intérêt général et des populations et il est temps qu'elles soient confirmées et renforcées.

A l'INSEE, nous nous inquiétons des partenariats d'étude que l'Insee signe avec des grandes entreprises (Société générale, EDF). Ces partenariats sont porteurs d'une menace sur l'indépendance et la crédibilité de l'institut. Ce n'est pas le rôle de l'Insee que de légitimer la communication de grandes entreprises, qu'elles soient publiques ou privées. Nous demandons la fin de tels partenariats.

A la DGCCRF la décision d'abandonner la mission sécurité sanitaire des aliments à la DGAL (avec des délégations pour les plans de surveillance et plans de contrôles comme l'hygiène à la remise directe) fait craindre le pire pour la DGCCRF comme pour le SCL. Mais Monsieur Le Maire, vous avez dit aux personnels que la soi-disant police serait désormais « plus efficace ». Merci pour les collègues qui assurent ces contrôles !

En Administration centrale, l'« ambition » pourtant revendiquée n'est pas au rendez-vous. Loin de là ! Les services sont débordés par des réorganisations et des restructurations qui mettent en danger autant les missions que les agent.e.s concerné.e.s, pour preuve la hausse du nombre de signalements. À tel point qu'une expérimentation en cours a même dû être interrompue en urgence.

« **La Douane** est réaffirmée sur ses fondamentaux » : ce mantra a bien du mal à passer dans les rangs. Par ailleurs, il repose sur un postulat qui conserve, à notre sens, un caractère ahurissant. D'une part, l'aspect fiscal ne ferait donc plus partie desdits fondamentaux. D'autre part, cela revient à considérer que la question des échanges internationaux et celle de la régulation fiscale sont déconnectées l'une de l'autre. Nous ne faisons évidemment pas la même lecture et nous ne pensons pas être les seuls dans ce cas !

.../...

La Douane continue vaillamment à aligner des résultats qu'on ne peut que saluer. Mais à notre sens, cela reste avant tout le fruit de l'engagement des agents qui demeure fort (malgré tout ... serait-on tenté d'ajouter). En plus de cet aspect, nous y voyons surtout l'ampleur des enjeux, voire la gravité des menaces. Sans vouloir faire de référence russophile (guère à la mode ...) attention aux villages Potemkine !

A la DGFIP, le dernier rapport d'activité publié hier tronque la réalité d'une administration malmenée depuis des années. Reformes permanentes, 20 000 suppressions d'emploi entre 2012 et 2020, des agentes et des agents en perte de repères, perte du sens de leurs missions et un manque de reconnaissance sont les maux qui font de la Maison DGFIP ne se porte pas bien.

Pour Solidaires Finances, l'ensemble des personnels du Ministère doit être reconnu pour son engagement et son implication professionnels.

Nous attendons aujourd'hui des engagements forts et surtout des actes. Il faut que vous entendiez et écoutiez les représentant.e.s du personnel. Nous ne sommes pas vos faire-valoir, nous sommes les portes voix des personnels et c'est dans ce cadre que nous agissons dans notre quotidien de militantes et militants. Et nous vous le disons : on ne peut plus continuer comme ça !

Depuis des années, Bercy est la victime expiatoire, par « exemplarité », des suppressions d'effectifs. C'est aussi le terrain de jeu de la restructuration permanente. De la DGFIP à la DGDDI en passant par la malheureuse DGCCRF et le SCL, pour lequel nous demandons communication aux fédérations de l'audit du Conseil Général de l'Économie. Sans oublier l'INSEE et sa réforme territoriale et informatique ou l'administration centrale et son « ambition », tous les agent.e.s du Ministère peuvent en témoigner !

Certes, le Ministère a su faire face à la crise sanitaire et à ses conséquences économiques. Mais derrière le vernis, la réalité d'une dégradation dans l'accomplissement de nos missions n'est pas une vue de l'esprit : comment faire avec moins ? Citons ici l'exemple parfait de la dernière campagne de l'impôt sur le revenu.

Pour **Solidaires Finances**, il est temps :

- **d'arrêter les suppressions d'emploi**
- **de redonner du sens aux missions**
- **d'œuvrer à une réelle reconnaissance de l'engagement des personnels.**

Ces trois sujets sont incontournables et indissociables. Collectivement, nous serons attentifs aux réponses.

Épargnez-nous les formules creuses. Pour nous, les premiers juges de paix seront le projet de loi rectificative de cet été et le projet de loi de finances pour 2023. Nous interpréterons toute suppression d'emplois, une augmentation absente ou insignifiante du point d'indice comme une fin de non-recevoir.

Ce qui ajouté aux réorganisations perpétuelles contribuera à la détérioration du service public et de ses missions encore un peu plus. Il est plus que temps de faire une pause qualité le temps d'établir un bilan de l'état de nos missions.

Nous exigeons l'arrêt des externalisations et de la dilapidation des savoirs-faire. Prenons la formation. La formation a toujours eu une place importante au sein du ministère avec un objectif de culture commune et de cohésion. Nous possédons des centres de formation accueillant les agents de toutes catégories, une pratique de formations délivrées en interne.

Or depuis quelques années, les formations s'externalisent, délivrées de plus en plus par des formateurs du privé qui ne connaissent pas nos métiers, nos outils, nos missions publiques, nos réalités et sont hors-sol. La réduction des effectifs empêchent les agents de continuer à délivrer leur savoir-faire aux autres par manque de temps et de moyens. Désormais les restrictions budgétaires sacralisent le tout distanciel. A titre d'exemple, à l'INSEE les formations doivent être à distance. Le présentiel n'est plus la norme et doit être justifié pour se maintenir.

Sous prétexte de modernisme, on sacrifie la cohésion, la culture commune et la qualité de la formation.

S'agissant des réformes, par rapport à tout ce qui a été décrit précédemment, nous militons résolument pour une suspension. Bien évidemment, il n'y aura pas de période de glaciation ou de séquence figée. Mais, à notre sens, l'état du réel (et non des discours ou de l'incantation) font que ce temps d'arrêt et de bilan serait non seulement bienvenu, mais même salutaire !

Si l'on ne s'engage pas sur cette voie, il nous paraît difficile de garantir quoique ce soit dans ce qui pourrait advenir.



Par delà cette appréciation sur les temps que nous traversons, nous ajouterons quelques thèmes tout aussi fondateurs et qui ne sont d'ailleurs pas sans lien avec ce qui précède :

- de nouvelles instances de dialogue social seront bientôt en exercice (ceci commence d'ailleurs par un exercice électoral qu'il serait de bon ton de réussir)

Il est impératif de donner à celles-ci un contenu et une portée réelle.

Ceci veut aussi dire, comme tout le monde l'aura compris, doter les partenaires sociaux des moyens d'assumer pleinement leur rôle.- Bercy, au-delà de l'image (à notre sens, complètement éculée) de « forteresse » a toujours porté haut les couleurs de ses politiques ministérielles. Nous manifestons clairement et résolument notre attachement à ces dernières. Peut-être plus que jamais au regard des premiers éléments développés ci-dessus

...

Au-delà des mots, les agents attendent une reconnaissance pour leur engagement :

- La revalorisation du point d'indice ;
- Pour celles et ceux déjà en retraite la revalorisation des pensions ;
- Une IMT revalorisée et harmonisée par le haut au sein du ministère avec un taux de cotisation aligné sur celui des pensions civiles, ainsi que la réécriture du dispositif législatif de l'IMT afin que personne ne soit exclu du bénéfice de la pension IMT ;
- Un plan de qualification ambitieux ;
- Une revalorisation des grilles et notamment des basses catégories dont les grilles sont tassées, comme les catégories C qui passent régulièrement sous le seuil du SMIC ou les catégories B dont la grille se chevauchent avec celle de C, (tel le cas des enquêtrices de l'INSEE qui continuent de «se» payer pour travailler) ;
- une revalorisation des barèmes de frais de déplacement et de missions. Nous dénonçons également le durcissement des politiques de remboursement des frais de déplacement, avec une multiplication des contestations des justificatifs qui bloquent tout remboursement. (Ainsi, plusieurs enquêtrices de l'INSEE ont plusieurs centaines à plusieurs milliers d'euros de notes de frais en attente de règlements souvent pour des motifs spécieux).

La reconnaissance attendue également va au-delà de ces mesures. Les politiques ministérielles ont toute leur importance. Parmi celles-ci, l'action sociale au plus près des agent-es Si on peut se satisfaire de l'annonce d'un budget sanctuarisé, il faudra néanmoins prendre en compte l'inflation pour que ce maintien du budget soit une réalité. **Solidaires Finances** ne se satisfait pas non plus des ventes de résidences d'EPAF, ou de la régionalisation du réseau d'Action sociale. Le besoin de proximité réelle est d'autant plus grand en matière d'action sociale que la période est compliquée pour les personnels et leurs familles.

La politique ministérielle SST fait preuve d'une ambition que **Solidaires Finances** partage, encore faut-il s'en donner les moyens, que ce soit en matière budgétaire, d'acteurs de proximité ou des droits des élu.e.s représentant le personnel.

Il en va de même sur l'égalité professionnelle où, au-delà des mots, c'est l'avancement réel sur le terrain qui prévaudra et cela nécessite là aussi des moyens.

Nous réitérons le fait que le ministère est à la croisées des chemins, messieurs les ministres, les agent.e.s attendent des actes et pas seulement des paroles !



